

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

English
italien español
srpski portugues
العربية Deutsch

Le 15 mai 2012 Yémen: Attentat déjoué ou propagande ratée?

1956, la question nationale et la guerre froide

par **Domenico Losurdo**

- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnational
- Énergie
- Pauvreté et inégalités
- social
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et
- Loi et
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Recherche

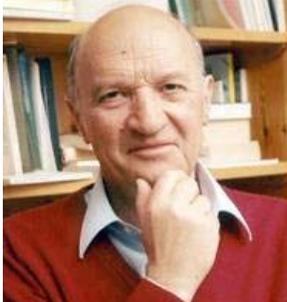
Archives
Index des Auteurs

RSS | [Ce qu'est le RSS](#)

Visitez notre site web

GlobalResearchTV

GRTV
GLOBAL RESEARCH TV



Mondialisation.ca, Le 14 mai 2012
Le blog de Domenico Losurdo

 Envoyer cet article à un(e) ami(e)
 Imprimer cet article

0 submit 4 1

Edition originale « *Annali della Fondazione Ugo Spirito* », 1996, VIII, sous le titre **La fissure dans le mur : Hongrie 1956**, Fondazione Ugo Spirito, Rome, 1999, p. 133-158 ; repris dans « *Marxismo oggi* », 1997/2, p. 72-95.

La publication du livre d'Alessandro Frigerio (Budapest 1956 : la voiture dans la boue. La presse du Pci et la révolution hongroise : un cas exemplaire de désinformation, Lindau) a donné l'occasion à Paolo Mieli et à Francesco Borgonovo d'une nouvelle offensive révisionniste, à l'enseigne de la théorie du totalitarisme, à l'égard de la tradition révolutionnaire du 20^{ème} siècle et de l'histoire du Pci en particulier. Pour favoriser une réflexion plus approfondie et moins idéologique sur une question de première importance, qui questionne les insuffisances du mouvement communiste du 20^{ème} siècle face à la question nationale, nous republions une intervention de Domenico Losurdo, écrite en 1996 [SGA, webmaster du site de D. Losurdo]

1. *Une, deux, trois doctrines Monroe*

Pendant que l'Armée Rouge repoussait et faisait reculer l'armée hitlérienne d'invasion qui avançait en Europe orientale, Staline observait :

« Cette guerre est différente de toutes celles du passé ; celui qui occupe un territoire lui impose aussi son système social. Chacun impose son système social, jusque là où son armée réussit à arriver : il ne pourrait en être autrement ». (Gilas, 1978, p.121).

En 1946, quelques mois seulement après la conclusion du gigantesque conflit, Ernest Bevin, personnalité de premier plan dans le parti travailliste et ministre anglais des Affaires étrangères, voit le monde tendant à se diviser « en sphères d'influence qui peuvent être définies comme les trois grandes doctrines Monroe », revendiquées et assumées, de quelque manière que ce soit, par respectivement les Usa, l'Urss et la Grande-Bretagne (H. Thomas, 1988, p. 296). En 1961, au cours d'un entretien qui s'est déroulé à Vienne, Kennedy, après la peu glorieuse aventure de la Baie des Cochons, proteste auprès de Khrouchtchev à propos des résultats et du dynamisme de la révolution cubaine : les Usa ne peuvent pas tolérer un régime qui prétende entamer leur hégémonie dans l'« hémisphère occidental », dans une « aire d'intérêt vital » pour eux, tout comme l'Urss ne tolérerait pas « un gouvernement proaméricain à Varsovie » ; si l'on veut éviter l'holocauste nucléaire, plus encore qu'à la volonté des peuples il faut prêter attention au maintien de l'« équilibre de pouvoir existant » ; ne peuvent être tolérés que des changements qui n'« altèrent pas la balance du pouvoir mondial » (Schlesinger Jr., 1967, p. 338). Il ne semble pas y avoir de différences importantes dans la vision des rapports internationaux exprimée par les trois hommes d'Etat, dont aucun ne doute que dans la Monroe soviétique entre à plein titre la Hongrie, qui avec Horthy a participé à l'agression hitlérienne et qui a successivement été libérée puis occupée par l'Armée Rouge. Au moment où parle le président étasunien, il est en tous cas devenu clair pour tout le monde, même pour les dirigeants britanniques, que les sphères d'influence sont en réalité, ou se sont désormais, réduites à deux.

A l'intérieur de chacune de ces deux Monroe c'est le pays leader qui décide du système politico-social. La vieille

règle de l'époque des guerres de religion (*cuius regio eius religio*) semble à présent revivre à peine transformée : *cuius regio eius oeconomia* (Schmitt, 1991, p. 409). Entre les deux sphères d'influence le rapport est tout autre que pacifique. En 1953, à l'occasion de son discours d'investiture présidentielle, Eisenhower décrit ainsi la situation internationale :

« La liberté est en lutte contre l'esclavage ; la lumière contre les ténèbres [...] Cela confère une dignité commune au soldat français qui meurt en Indochine, au soldat britannique tué en Malaisie, à la vie américaine donnée en Corée » (in Lott, 1994, p. 304).

Il n'y a pas de place ici pour le développement autonome de luttes pour l'indépendance et la libération nationale. En en renversant, évidemment, le jugement de valeur, les dirigeants soviétiques partagent cette lecture dualiste et manichéenne du monde. Tout tourne autour de deux camps internationaux opposés, lesquels sont ou voudraient être fermement centralisés. Chacun des deux grands antagonistes revendique la direction de son propre camp en essayant de la présenter sous la lumière la plus favorable possible : « Nous Américains » -déclare Eisenhower- « connaissons et respectons la différence entre leadership mondial et impérialisme » (in Lott, 1994, p. 304). Plus rassurant encore se veut Staline qui, un an auparavant, réclame certes l'attention sur le « devoir d'avant-garde » et de « "division d'assaut" du mouvement communiste international » de son parti et de son pays mais c'est pour préciser qu'après la victoire de la révolution en Europe et en Asie, le PCSU et l'URSS peuvent enfin jouer ce rôle de direction de conserve avec d'autres partis et pays communistes (Staline, 1953, p. 151-2). Par une ironie de l'histoire, parmi les pays faisant désormais partie de l'avant-garde révolutionnaire internationale, Staline compte aussi la Hongrie et la Tchécoslovaquie que le Grand Frère va plus tard rappeler brutalement à l'ordre.

Les dirigeants étasuniens et soviétiques ont bien sûr conscience de la persistance de contradictions nationales à l'intérieur des deux camps. Au début des années '50, alors que le secrétaire d'Etat étasunien Forster Dulles exprime sa solidarité aux « nations prisonnières » (*captive nations*) de l'Europe orientale, Staline essaie d'exploiter dans un sens anti-étasunien la question nationale non seulement des pays coloniaux ou ex-coloniaux mais à l'intérieur même de l'Europe occidentale, en appelant les partis communistes à « rehausser » le « drapeau de l'indépendance nationale et de la souveraineté nationale [...] jeté à la mer » par les gouvernants bourgeois (Staline, 1953, p. 153-4). D'un côté comme de l'autre la question nationale n'est perçue et brandie que comme un instrument pour mettre en crise le camp adverse. Ceux par contre qui la font valoir à l'intérieur de leur propre camp se trouvent condamnés en tant qu'affectés d'une vision provinciale et étroitement nationaliste qui, de façon indirecte ou bien directe et consciente, fait le jeu de l'ennemi. Si l'URSS appelle à la vigilance et à la lutte contre les titistes, les Usa s'emploient, quelques années plus tard, à isoler les gaullistes.

Les deux camps sont engagés dans une confrontation sans exclusion de coups. Eisenhower partage la conclusion à laquelle est arrivé le général James Doolittle :

« Il est maintenant clair que nous sommes face à un ennemi dont l'objectif déclaré est la domination mondiale...Il n'y a pas de règles dans un tel jeu. Les normes de comportement humain jusqu'ici acceptables ne sont plus valides... Nous devons... apprendre à subvertir, saboter et détruire nos ennemis avec des méthodes plus intelligentes, plus sophistiquées et plus efficaces que celles qu'ils utilisent contre nous » (in Ambrose, 1991, p. 377).

Il est à peine utile d'ajouter que les dirigeants soviétiques aussi arrivent à une conclusion analogue. Une « guerre froide » a éclaté, qui risque à tout moment de devenir si chaude qu'elle ferait fondre, ou presque, la planète. En janvier 1952, pour débloquer la situation et mettre un terme rapidement à la guerre de Corée qui fait rage encore, Truman caresse une idée radicale qu'il transcrit même dans une note de son journal de bord : on pourrait lancer un ultimatum à l'URSS et à la Chine Populaire, avec un préalable clair selon lequel le refus d'obtempérer « signifie que Moscou, Saint Petersburg, Mukden, Vladivostok, Pékin, Shanghai, Port Arthur, Dairen, Odessa, Stalingrad et tout site industriel en Chine et en Union Soviétique seraient éliminés » (*eliminated*) (in Sherry, 1995, p. 182). Il ne s'agit pas seulement d'une réflexion privée : en pleine guerre de Corée l'arme atomique est brandie à plusieurs reprises contre la République Populaire Chinoise ; et la menace s'avère très crédible en raison du souvenir de Hiroshima et Nagasaki, ces deux bombardements atomiques décidés à la veille de la reddition du Japon et qui, selon de nombreux historiens, constituent en réalité le véritable commencement de la « guerre froide ».

2. Révolution nationale, titisme et logique de la guerre froide

L'année précédant l'éclatement de la révolution hongroise, au moment où il s'engage dans un grand programme de construction de nouvelles autoroutes, Eisenhower voit aussi dans celles-ci un outil pour évacuer rapidement les villes en cas de conflit nucléaire : le système actuel -met en garde le président étasunien- « ne serait que la source d'une congestion mortelle » (Sherry, 1995, p. 207). Les Usa ont perdu le monopole atomique mais l'initiative stratégique continue à être fermement entre leurs mains. Faisant référence à l'Europe orientale, au cours de la campagne électorale de 1952, Dulles critique durement la « politique négative du "containment" et "point mort" » qui risque de réduire au désespoir les « nations prisonnières ». Les Etats-Unis doivent au contraire faire « savoir publiquement qu'ils désirent et s'attendent à l'avènement de la libération ». « Une politique d'audace » est donc nécessaire : *A Policy of Boldness* claironne le titre de l'article publié sur *Life* (in Kissinger, 1994, p.553). Peu de temps après, prenant la parole au Sénat en qualité de Secrétaire d'Etat désigné, Dulles précise sa pensée : il s'agit de « profiter de toute occasion qui se présente » en faisant avancer la cause de la « libération » au moyen de comportements et « processus à la limite de la guerre » (*short of war*) (in Hofstadter et Hofstadter, 1982, vol. III, p. 431). Probablement pensait-il aussi à l'intensification d'opérations, en actes depuis plusieurs années déjà, de recrutement de « bataillons d'émigrés » à infiltrer en Europe orientale pour accomplir des actions de sabotage et stimuler ou appuyer des révoltes armées. Des tentatives de ce genre avaient déjà été effectuées, d'ailleurs sans succès, en direction de l'Albanie. Mais, « à la fin de 1952, les messages radio secrets en provenance de l'Albanie semblaient prometteurs : les agents évoquaient des progrès dans l'organisation d'un mouvement de résistance et demandaient une aide plus importante », qui leur fut promptement accordée, sans que cela évitât la faillite totale de l'opération (E. Thomas, 1995, p. 34-9, 70 et 142).

C'est le Vatican, semble-t-il, qui va consacrer cette offensive politico-militaire sur le plan idéologique. « Croisade des Nations Unies » avait dit Churchill dans une lettre à Eisenhower le 19 mars 1953 (Boyle, 1990, p. 33). Mais ce thème semble à présent prendre une connotation explicitement théologique. En octobre 1956, à la veille immédiate donc de l'insurrection hongroise, Pie XII béatifie Innocent XI qui, à la fin du 17^{ème} siècle, avait ravivé la tradition des Croisades, en appelant les puissances européennes et chrétiennes (y compris l'Angleterre protestante de Guillaume

III d'Orange) à affronter unies l'Empire ottoman. L'actualité de son magistère est explicitement soulignée par le pape Pacelli : la victoire de l'Europe réunie sous le « blason chrétien » libéra Vienne et posa les prémisses de la libération successive de Budapest (Riccardi, 1992, p. 166-7). Louis XI, qui avec sa Realpolitik préjudiciable, avait à cette occasion lézardé la compacité de la Croisade, semble maintenant se réincarner dans les politiciens occidentaux disposés au compromis à l'égard de l'URSS c'est-à-dire hésitants à adopter la politique de la « libération ».

La comparaison entre communisme et Islam devient explicite. A la fin de 1956, le cardinal Tisserant, Doyen du Sacré Collège, proclame, toujours en pensant à Innocent XI :

« La Chrétienté n'est pas menacée moins gravement aujourd'hui qu'aux jours du siège de Vienne, quand Buda servait de base militaire à une puissance animée elle aussi d'une idéologie de conquête, visant à porter le dernier coup à un Empire qui n'était pas seulement germanique, mais aussi Sacré et Romain (Riccardi, 1992, p. 165).

Se confiant peu de temps après à l'ambassadeur belge près le Saint Siège, le cardinal Tisserant souligne que « la doctrine de Mahomet a [...] de profondes affinités avec celle des Soviets » (Riccardi, 1992, p. 174).

La « politique d'audace » théorisée par Dulles investit aussi le pays leader du camp socialiste. Le 4 juillet 1956, Eisenhower donne le feu vert aux vols de reconnaissance sur l'URSS qui à ce moment-là (et jusqu'en 1960) n'est pas en mesure d'abattre les U-2. Les protestations récurrentes sur la violation de l'espace aérien et de la souveraineté territoriale sont sans effet, et augmentent même le sentiment de frustration et d'humiliation ainsi que le sentiment d'insécurité, d'autant plus que ces vols produisent, pour le dire avec un historien étasunien de la Cia, « une riche moisson d'informations non seulement sur les progrès soviétiques en armes stratégiques mais aussi sur les bases navales, complexes industriels, lignes ferroviaires et détails géographiques nécessaires à la production de cartes détaillées à l'usage de l'aviation étasunienne » (O'Toole, 1991, p. 466-7).

C'est dans ce contexte qu'il faut placer les événements de Hongrie. Leur issue catastrophique était-elle inévitable ? La question est licite et peut-être juste : celui qui la suggère est un historien qu'on peut considérer comme exceptionnel du fait qu'il a aussi été un homme d'Etat de premier plan. Reconstituons de façon synthétique les événements en compagnie de Henry Kissinger. Avant d'exploser en Hongrie, la révolution nationale fait un essai d'abord en Pologne. Mais là, avec la formation du gouvernement Gromulka, on arrive à un compromis qui élimine les aspects les plus humiliants et odieux du contrôle par le Grand Frère.

Pendant quelques temps, un compromis analogue et peut-être même plus avancé semble se dessiner à Budapest, d'autant plus que l'URSS, à ce moment-là, a commencé une marche d'approche à l'égard de la Yougoslavie de Tito ; une articulation semble ainsi se dessiner dans le camp socialiste, plus respectueuse de l'autonomie nationale de chaque pays. Le 28 octobre les chars du Grand Frère commencent à se retirer : le leader soviétique semble résigné à la naissance d'une « Hongrie titiste » (Kissinger, 1994, p. 556-7). Des documents et informations provenant de Russie confirment les doutes et les incertitudes qui ont précédé l'utilisation de la force. La transcription que nous a laissée V. N. Malin (chef du département général du Comité Central du PCUS) du débat qui a eu lieu aux sommets du pouvoir soviétique et au cours des consultations avec les dirigeants des partis « frères » nous révèle un Khrouchtchev conscient de l'appui fourni par les « ouvriers » à la révolte, préoccupé de ne pas être placé sur le même plan que les Français et les Anglais (qui à ce moment-là se déchaînent en Egypte) et qui, le 30 octobre encore, prend en considération la « voie pacifique » du « retrait des troupes » et des « négociations » (in Garton Ash, 1996, p. 18). Pourquoi, alors, l'intervention militaire a-t-elle lieu le 4 novembre ? Il est peu probable qu'elle n'ait été déterminée que par les discussions à l'intérieur du PCUS et du mouvement communiste international. Les événements au Moyen-Orient ont dû aussi contribuer à l'encourager. Ces événements distraient l'attention de l'opinion publique internationale loin de l'Europe orientale. En outre : pourquoi donc l'URSS aurait-elle dû faire preuve de modération, quand la Grande-Bretagne et la France, ayant bloqué par leur veto les résolutions de l'ONU, continuaient, de conserve avec Israël, leur attaque contre l'Egypte ?

Mais pour comprendre les raisons de l'intervention soviétique, il est important surtout d'analyser le développement des événements en Hongrie. Malgré le compromis de type « titiste », qui semble se dessiner pendant quelques temps, la révolte continue. Elle est alimentée aussi par les transmissions radio provenant de l'Occident. Elles sont un aspect essentiel de la guerre froide. Plus encore qu'instrument de propagande, elles constituent une arme pour les deux parties engagées dans le conflit : la construction d'une efficiente « Psychological Warfare Workshop » est une des premières tâches que s'assigne la Cia (E. Thomas, 1995, p.

33). Dès novembre 1945, l'ambassadeur étasunien à Moscou, Harriman, avait invoqué l'installation de puissantes stations radio capables de transmettre dans toutes les différentes langues de l'Union Soviétique (H. Thomas, 1988, p. 223). Dans les journées de la révolte hongroise, décisivement incendiaire est le ton de *Radio Free Europe* qui peut compter, en plus de sa puissante centrale de Munich, sur une douzaine de petites stations radio installées clandestinement en Hongrie (E. Thomas, 1995, p. 142). Le 29 octobre voici comment est commentée l'ascension, quelques jours plus tôt, de Imre Nagy à la charge de premier ministre :

« Imre Nagy et ses disciples désirent reprendre et réactualiser l'épisode du Cheval de Troie. Ils ont besoin d'un cessez-le-feu afin que l'actuel gouvernement au pouvoir à Budapest puisse conserver sa position le plus longtemps possible. Ceux qui sont en train de lutter pour la liberté ne doivent pas un seul instant perdre de vue les plans mis en acte par le gouvernement pour les combattre ».

Le jour suivant, le 30 octobre, Imre Nagy met fin au monopole politique communiste et au régime du parti unique, en formant une coalition de gouvernement dans laquelle sont présents tous les partis qui ont participé aux élections de 1946, élections qui ont précédé l'avènement du régime communiste. La révolution nationale semble avoir atteint ses objectifs essentiels, mais *Radio Free Europe* continue à être implacable :

« Le ministère de la Défense et le ministère de l'Intérieur sont enclavés dans des mains communistes. Combattants de la Liberté, ne tolérez pas que perdure cet état de choses. Ne déposez pas les armes » (in Kissinger, 1994, p.557).

Plus tard Nagy sera « exécuté » par les soviétiques, mais pour le moment ce sont les transmissions radio de la Cia qui déclenchent une campagne forcenée de haine contre lui. Aucun crédit, aucune trêve même ne peut être concédée à un homme politique qui a « du sang sur les mains ». Ainsi :

« Où sont les traîtres [...] Qui sont les assassins ? Ce sont Imre Nagy et son gouvernement (...) Seul le cardinal Mindszenty a parlé en intrépide [...] Imre Nagy est un moscovite jusqu'au fond de lui » (in Garton Ash, 1996, p. 19).

Par un humour involontaire, l'actuelle présidente (*en 1996, NdT*) de *Radio Free Europe/ Radio Liberty* regrette d'avoir été « froide », il y a quarante ans, « à l'égard du gouvernement Nagy » ! (Klose, 1996). Mais revenons au

développement des événements de 1956. L'URSS intervient quand elle en arrive à la conclusion que Nagy n'est qu'une figure de transition, derrière laquelle des milieux et des personnages bien plus inquiétants s'agitent et sont en train de prendre le dessus. Les incitations incessantes à la violence de *Radio Free Europe* semblent jouir d'une autorité particulière, du fait qu'aucun appel à la modération et au réalisme politique et géopolitique ne provient de Washington. Kissinger observe :

« Les Etats-Unis n'expliquent jamais les limites de l'appui américain au gouvernement hongrois nouveau-né et inexpert. Et ils ne se servent pas des multiples canaux dont ils disposent pour donner des conseils aux Hongrois sur comment consolider leurs succès avant d'entreprendre des pas ultérieurs et irrévocables » (Kissinger, 1994, p. 563).

Tout ceci s'avère d'autant plus étrange et surprenant que les dirigeants étasuniens semblent ne faire aucun effort pour décourager l'intervention soviétique qui pourtant, face au collapsus évident du régime communiste et à la grave crise de l'ordonnement scellé à Yalta, se profile de plus en plus nettement à l'horizon :

« Aucun avertissement ne fut lancé à Moscou pour dire que l'usage de la force allait mettre en danger ses relations avec Washington [...] En tout cas, l'administration Eisenhower ne fit aucun effort pour hausser le prix de l'intervention soviétique [...] Le Kremlin ne paya quasiment aucun prix pour ses actes, pas même sur le plan économique » (Kissinger, 1994, p. 557-563).

Dans son intervention au Sénat, Dulles avait affirmé que la politique étasunienne de « libération » devait être continuée avec décision en évitant cependant de provoquer « une guerre générale » ou bien « une insurrection qui serait réprimée avec une violence sanglante » (in Hofstadter et Hofstadter, 1982, vol. p. 431). Et, au contraire, pendant les jours de la révolte, non seulement les appels à la violence de *Radio Free Europe* s'avèrent incessants, mais les signes mêmes de possibles aides qui viendraient de l'Occident ne font pas défaut. On comprend bien alors que, à l'occasion d'un colloque récent à Budapest sur les événements survenus il y a quarante ans, un vieux combattant de 1956 ait considérés les transmissions radio de la Cia comme responsables de la « mort de milliers de jeunes hongrois » (Garton Ash, 1996, p. 19).

Ressentiment compréhensible et qui met en évidence en tous cas un problème réel : le net contraste entre l'outrance des transmissions radio et l'extrême prudence de l'administration étasunienne doit-il être attribué à la désorganisation, à l'absence de coordination entre leadership politique et direction de *Radio Free Europe* ? Cette thèse de Kissinger ne paraît pas très convaincante, surtout s'il l'on tient compte du fait que celui qui dirige la Cia à ce moment-là est Allen Dulles, le frère du Secrétaire d'Etat John Foster. En tous cas, la présumée « désorganisation » semble révéler une logique, et une logique même assez stricte : bien plus que l'émergence d'une Hongrie titiste, ce qui semble servir la cause de la victoire étasunienne dans la guerre froide est un affrontement violent et sans perspective, la répression sanglante d'une répression nationale.

Kissinger observe encore : « Après une période de terreur sanguinaire, Kadar se dirigea peu à peu vers les objectifs tracés par Nagy, fut-ce en s'arrêtant immédiatement en deçà du retrait du Pacte de Varsovie » (Kissinger, 1994, p. 567). Mais dans l'intervalle, l'URSS s'est largement discréditée aux yeux de l'opinion publique internationale, tandis qu'à l'intérieur du « camp socialiste » les contradictions nationales se font de plus en plus aiguës.

3. Mouvement communiste et question nationale

Les événements historiques de la Hongrie se configurent comme la synthèse et la métaphore de l'histoire du mouvement communiste international dans son ensemble. En mars 1919, Bela Kun arrive au pouvoir porté par un large consensus national, qui embrasse aussi la bourgeoisie et qui voit dans les communistes l'unique force capable de sauver l'intégrité territoriale du pays menacée par les manœuvres de l'Entente : celle-ci s'emploie à créer un cordon sanitaire anti-URSS, en donnant même son feu vert aux visées annexionnistes venant de Tchécoslovaquie et de Roumanie (Kolko, 1994, p. 159) ; à juste titre a-t-on observé que « cette révolution pacifique fut le produit d'un orgueil national blessé » (Mayer, 1967, p. 554). A la veille de l'arrivée au pouvoir de Bela Kun, Alexander Garbai, un des leaders du parti socialiste déclare :

« A Paris ils s'emploient à une paix impérialiste [...] De l'Ouest nous ne pouvons rien attendre d'autre qu'une paix-diktat [...] L'Entente nous a obligés à suivre une nouvelle voie qui grâce à l'Est nous assurera ce que l'Ouest nous a refusé » (in Mayer, 1967, p. 551-2).

Bela Kun lui-même voit une « phase nationale » de la révolution hongroise précéder la « révolution sociale » proprement dite (in Mayer, 1967, p. 540). Quarante ans après environ, les choses semblent se renverser : le 1^{er} novembre 1956, celui qui, à juste titre, parle de « révolution nationale » est Imre Nagy (in Kissinger, 1994, p. 561) ; et les Hongrois croient pouvoir la réaliser en se tournant cette fois vers l'Ouest. Et de même qu'après la première guerre mondiale, les sentiments nationaux de la Hongrie sont humiliés (puis le gouvernement de Bela Kun renversé) au nom du cordon sanitaire anti-soviétique, ainsi ces mêmes sentiments nationaux sont à présent brutalement piétinés au nom du contre-cordon sanitaire dont l'URSS a besoin contre l'Allemagne et l'Otan.

La parabole du communisme hongrois est la parabole du mouvement communiste international. Un paradoxe ou une contradiction de fond traverse son histoire. Sa formation et son développement ne se peuvent comprendre sans la prise de conscience de l'« énorme importance de la question nationale » (Lénine, 1955, vol. XXI, p. 90). L'expression est de Lénine, lequel, dans une polémique avec Kautsky, souligne que la question nationale peut se manifester non seulement dans les pays coloniaux mais aussi en Europe et jusqu'au cœur même de l'Europe et de la métropole capitaliste la plus avancée. L'expansion du mouvement communiste coïncide avec sa capacité à prendre la tête des mouvements de libération nationale : la page la plus épique est peut-être la Longue Marche des communistes chinois qui parcourent des milliers de kilomètres dans des conditions dramatiques pour aller combattre les envahisseurs japonais ; mais que l'on pense aussi à la « grande guerre patriotique » contre l'armée hitlérienne (engagée à construire à l'Est l'empire colonial du Troisième Reich), qui permet à Staline de ravauder, au moins pendant quelques temps, les déchirures et les lacérations provoquées par la politique de terreur qu'il a développée à l'encontre aussi des minorités nationales. La question nationale fait sentir son poids même dans les pays capitalistes développés. En 1916, quand il réaffirme le caractère impérialiste du premier conflit mondial, Lénine toutefois observe que si celui-ci se conclut « avec des victoires de type napoléonien et avec la soumission de toute une série d'Etats nationaux capables d'une vie autonome [...], alors une grande guerre nationale était possible en Europe » (Lénine, 1955, vol. XXII, p. 308). La situation évoquée ici finit par arriver environ vingt cinq ans après, et le très fort enracinement populaire des communistes dans des pays comme la France et l'Italie ne peut s'expliquer sans leur capacité à interpréter et développer la Résistance partisane comme, aussi, un mouvement de libération

nationale.

Et pourtant la question nationale, qui émerge de façon si dramatique dans la révolte hongroise, joue un rôle décisif dans la dissolution du « camp socialiste » et de l'Union Soviétique même. Penchons-nous sur les moments les plus graves de crise et de discrédit du « socialisme réel » : 1948 (rupture de l'URSS avec la Yougoslavie) ; 1956 (invasion de la Hongrie) ; 1968 (invasion de la Tchécoslovaquie) ; 1981 (loi martiale en Pologne pour prévenir une possible intervention « fraternelle » de l'URSS et mettre un frein au mouvement d'opposition qui a une large audience en faisant aussi appel à l'identité nationale foulée au pied par le Grand frère). Ces crises ont en commun la centralité de la question nationale. Ce n'est pas un hasard si la dissolution du camp socialiste a commencé à la périphérie de l'empire, dans les pays tolérant mal depuis longtemps la souveraineté limitée qu'on leur imposait ; à l'intérieur de l'Union soviétique aussi, avant même l'obscur « coup d'état » d'août 1991, la poussée décisive à l'écroulement final est venue de l'agitation des pays baltiques, dans lesquels le socialisme avait été « exporté » en 1939-40 : dans un certain sens, la question nationale, qui a fortement favorisé la victoire de la révolution d'Octobre, a marqué aussi la fin du cycle historique qui s'était ouvert avec elle.

Dans le bilan historique et autocritique qu'il trace, Fidel Castro en est venu à cette conclusion significative : « Nous socialistes, avons commis une erreur en sous-évaluant la force du nationalisme et de la religion » (Schlesinger jr., 1992, p. 25) (il ne faut pas oublier que la religion elle-même peut constituer un moment essentiel de la construction de l'identité nationale : qu'on pense à des pays comme la Pologne et l'Irlande ; et aujourd'hui, peut-être peut-on faire un discours analogue en référence aussi au monde islamique). Mais peut-être convient-il ici de rappeler une page d'extraordinaire lucidité et clairvoyance de Lénine, celle dans laquelle le dirigeant bolchevique souligne la persistance de la question nationale même après le passage d'un ou plusieurs pays au socialisme : il est bien possible que le prolétariat victorieux continue à exprimer des tendances chauvinistes ou hégémoniques, et alors « sont possibles soit des révolutions -contre l'Etat socialiste- soit des guerres » (Lénine, 19(5), vol. XXII, p. 350).

Togliatti à son tour ne semble pas se rendre compte de l'« énorme importance de la question nationale » même dans le cadre du camp socialiste quand il s'associe à la condamnation infâmante de Tito en 1948 et de Nagy en 1956. Mais -disons le une fois pour toutes- les opposants à l'intérieur du PCI ne font certes pas preuve d'une plus grande lucidité, voire révèlent un degré d'incompréhension sans aucun doute inférieur. Car même quand il la liquide comme une simple Vendée, le dirigeant communiste a conscience du fait que la révolution nationale hongroise tend, à ce moment-là et dans ce contexte-là, à être dirigée par des forces qui ne se limitent pas à mettre en discussion le « stalinisme ». Cette prise de position [de Togliatti] est par contre perçue par les « cent-un » intellectuels -qui signent un manifeste de protestation[1]- comme une volonté de « calomnier la classe ouvrière hongroise » (in Ajello, 1979, p. 537). À une analyse historique concrète, fut-elle distordue par la sous-évaluation de la question nationale, était ainsi opposée la vision édifiante d'une classe ouvrière qui, par sa seule présence physique, aurait garanti le caractère progressiste et socialiste du mouvement. Aujourd'hui les éléments constitutifs de la tragédie de 1956 s'avèrent clairs : d'un côté, les pays de l'Europe orientale menacés depuis toujours dans leur intégrité et jusque dans leur existence par les voisins plus puissants et qui voient piétiné même par l'URSS le principe de l'indépendance nationale et de la souveraineté étatique ; de l'autre côté, justement, cette Union Soviétique qui dans l'« exportation » du socialisme trouve aussi un instrument pour élargir et consolider le contre-cordon sanitaire dont elle pense avoir désespérément besoin après l'expérience du second conflit mondial et après l'éclatement de la guerre froide. A la dure réalité de ce conflit, le manifeste des « cent un » substitue l'image auto-consolatoire de tout un peuple qui au nom du socialisme authentique se rebelle contre le « stalinisme », contre un régime qui semble ne plonger ses racines que dans les caprices d'un tyran.

On peut rappeler un épisode révélateur à ce sujet. Quand il publie en 1965 son *Scrittori e popolo (Ecrivains et peuple)*, Asor Rosa, qui dix ans auparavant a rompu avec le parti communiste justement sur la vague de l'« inoubliable » 1956, condamne « la politique d'unité nationale » suivie par le PCI pendant la Résistance, « cette stratégie, qui amènera plus tard à concevoir la voie italienne au socialisme comme *nécessairement* liée à la mise en oeuvre de la Constitution et des réformes bourgeoises ». Et il condamne Togliatti qui, de retour en Italie après son long exil, affirme que « la classe ouvrière n'a jamais été étrangère aux intérêts de la nation » ; les « communistes togliattiens et gramsciens » dans leur ensemble sont accusés d'une part de répéter des catégories et mots d'ordre staliniens, et d'autre part d'être « les derniers représentants attardés » du « Risorgimento démocratique, garibaldien, mazzinien, carduccien » (Asor Rosa, 1969, p. 156-7 et note). Relu aujourd'hui, ce réquisitoire ne peut susciter qu'un soupçon : ah si Staline et Togliatti s'en étaient tenus avec cohérence à l'orientation qui leur est aujourd'hui imputée de façon si âpre ! Au lieu d'incriminer l'oubli de la question nationale en Europe orientale, Asor Rosa et nombre d'autres « dissidents » reprocheront à Staline et à Togliatti l'attention qu'ils ont portée à la question nationale en Occident !

A cette vision qui refoule ou ignore la géopolitique autant que l'histoire, le secrétaire du PCI ne pouvait certainement pas adhérer. Il savait, d'une façon ou d'une autre, que des « unités » spéciales au service de la Cia « étaient déjà à l'œuvre à Budapest au moment de la révolte et assistaient les insurgés hongrois, tandis que d'autres s'étaient infiltrées à Prague et à Bucarest » (O'Toole, 1991, p. 470) ; le dirigeant communiste savait que la Cia avait hérité de l'organisation d'espionnage du Troisième Reich en Europe orientale et qu'avec celle-ci elle avait organisé « des opérations paramilitaires conjointes en Europe orientale et en Union Soviétique à la fin des années 40 et au début des années 50 » (E. Thomas, 1995, p. 35-6 ; O'Toole, 1991, p. 454). Le tort de Togliatti était d'absolutiser cet aspect et de considérer la question nationale ou bien comme définitivement dépassée à l'intérieur du « camp socialiste » ou bien d'importance secondaire dans le cadre du conflit planétaire alors en cours. Pourquoi, alors, aurait-il dû s'émouvoir pour les victimes des chars soviétiques plus que pour les victimes des avions anglo-français et des chars israéliens au Moyen-Orient ? Nous savons aujourd'hui par les autorités hongroises que le nombre des morts de ces journées tragiques se monte à 2500 (Vannuccini, 1996, p. 17) ; neuf ans auparavant, au début de 1947, la répression déchaînée contre les habitants de Formose par le Kuomintang avait fait environ 10.000 morts (Lutzker, 1987, p. 178). Et en 1956 Tchang Kai-Tchek continuait encore à jouir du plein appui des Usa qui s'obstinaient même à le considérer comme le représentant légitime unique du peuple chinois ! Ce sont les années -à rappelé récemment Sergio Romano- où « les industriels, comme Vittorio Valletta, allaient à Washington pour être autorisés à conclure un accord avec les soviétiques » (Romano, 1995, p. 68-9) : pouvait-on prendre au sérieux le Mépris des journaux de ces mêmes industriels à propos de la limitation de la souveraineté en Europe orientale ? Avaient-ils protesté contre l'intervention de la Cia, quelques années plus tôt, en Iran et au Guatemala, avec le renversement de gouvernements bien plus démocratiques que ceux qui ont ensuite été installés avec l'appui étasunien ?

4. Tiers Monde et conscience de la question nationale

C'est à peu près en ces termes qu'argumentaient Togliatti et une bonne partie des dirigeants communistes occidentaux lesquels, d'ailleurs, n'étaient pas si isolés dans l'opinion publique internationale. A l'ONU, les représentants des pays non-alignés comme l'Inde et la Yougoslavie condamnent l'Angleterre et la France pour l'aventure de Suez mais se montrent beaucoup plus prudents et réservés en ce qui concerne l'intervention soviétique en Hongrie. La raison de cette attitude différente n'est pas à rechercher dans l'ingénuité ou dans la duplicité. En réalité, les dirigeants des pays non-alignés sont tout à fait lucides sur le poids de la question nationale même en Europe orientale. Dans son discours prononcé à Pola le 11 novembre 1956, Tito fait le lien entre les événements de Hongrie et de Pologne et le traitement infligé par l'URSS à la Yougoslavie en 1948 :

« Nous devons nous référer à l'année 1948 quand pour la première fois la Yougoslavie donna une réponse ferme à Staline, en disant qu'elle désirait être indépendante, et édifier sa propre existence et que le socialisme dans notre pays ne permet à personne d'interférer dans nos affaires internes [...] Nous avons prévenu que les tendances qui avaient provoqué en Yougoslavie une résistance aussi puissante existaient dans tous les pays et qu'un jour elles pourraient s'exprimer aussi dans ces pays (c'est-à-dire dans le camp socialiste, ndr.) et, en conséquence, que la situation serait beaucoup plus difficile à affronter ! » (in Bass-Marbury, 1962, p. 57-9).

Plus tard c'est Nehru qui allait tracer ce bilan significatif : « Les événements de 1956 montrent que le communisme, s'il est imposé de l'extérieur, ne peut pas durer. Je veux dire que si le communisme va contre le sentiment national diffus il ne sera pas accepté » (Brecher, 1965, p. 47).

Si même les dirigeants chinois soutiennent et peut-être même sollicitent l'intervention soviétique en Hongrie, ils ont cependant le souci de mettre en garde contre « la tendance au chauvinisme de grande nation », même si, plus que de l'attribuer à un pays particulier, ils insèrent cette tendance dans un cadre historique et de philosophie de l'histoire :

« La solidarité internationale des partis communistes est un rapport de type complètement nouveau dans l'histoire de l'humanité. Il est naturel que son développement ne puisse être exempt de difficultés [...] Quand les partis communistes ont entre eux des rapports fondés sur l'égalité des droits et réalisent l'unité théorique et pratique à travers des consultations véritables et non formelles, leur solidarité augmente. Au contraire si dans ces rapports un parti impose son opinion aux autres, ou bien si les partis adoptent la méthode de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'un ou de l'autre plutôt que celle des suggestions et des critiques fraternelles, leur solidarité est compromise. Du fait que les partis communistes des pays socialistes assument déjà la responsabilité de diriger les affaires de l'Etat, et que les rapports entre partis s'étendent souvent directement aux rapports de pays à pays et de peuple à peuple, le bon règlement de ces rapports est devenu un problème qui exige la plus grande circonspection » (« Renmin Ribao », 1971, p. 36-7).

Par ailleurs, dès l'éclatement de la guerre froide, Mao avait observé que la vision bipolaire du monde distordait la complexité des rapports et contradictions internationaux et qu'elle était en réalité au service d'une logique de domination. Au cours d'une conversation avec une journaliste étasunienne d'orientation communiste (Anne Louise Strong), en août 1946, le dirigeant communiste chinois avait déclaré :

« Les Etats-Unis et l'Union Soviétique sont séparés par une zone très vaste qui comprend de nombreux pays capitalistes, coloniaux et semi-coloniaux en Europe, en Asie et en Afrique. Tant que les réactionnaires étasuniens n'auront pas assujéti ces pays, une attaque contre l'Union Soviétique est hors de question. [Les Etats-Unis] contrôlent depuis longtemps l'Amérique centrale et méridionale, et essaient d'avoir le contrôle même de l'Empire britannique dans sa totalité et de l'Europe occidentale. Sous divers prétextes, les Etats-Unis adoptent des dispositions unilatérales à grande échelle et installent des bases militaires dans de nombreux pays [...] Actuellement [...] ce n'est pas l'Union Soviétique mais les pays dans lesquels ces bases militaires sont installées qui sont les premiers à subir l'agression étasunienne » (Mao Tsétoung, 1975, p. 95-6).

C'est-à-dire qu'en brandissant le drapeau de la croisade anti-soviétique, les Usa mettaient en même temps sous leur contrôle les « alliés » eux-mêmes. C'est à partir de là qu'on peut comprendre la mise en garde de 1956 contre le « chauvinisme de grande nation ». Mais les dirigeants soviétiques ne semblent pas prêter une grande attention à cette mise en garde. Au contraire, le successeur de Khrouchtchev, Brejnev, ira plus tard jusqu'à théoriser la « dictature internationale du prolétariat » c'est-à-dire la souveraineté limitée des pays faisant partie d'une communauté socialiste internationale à considérer désormais comme une entité unique ayant son centre à Moscou. En ce point, Mao et les communistes chinois appliqueront de façon explicite même à l'Union Soviétique l'analyse qu'ils avaient faite en 1946 à propos des Usa.

Pourquoi alors les dirigeants des pays non-alignés et plus proches du Tiers Monde font-ils preuve malgré tout d'une certaine compréhension pour l'URSS ? Tito, qui en 1948 avait su résister à Staline et qui quelques années plus tard avait probablement encouragé en Europe orientale les aspirations « titistes » férocement réprimées par les groupes dirigeants plus étroitement liés à Moscou, en arrive huit ans après à la conclusion que, au moins en ce qui concerne la seconde intervention soviétique en Hongrie, celle-ci « malgré les objections contre l'interférence [...] fut nécessaire ».

5. Europe orientale, Moyen-Orient, Extrême-Orient

Comment expliquer ce paradoxe ? La crise en Europe orientale s'avère étroitement intriquée à celle qui a lieu au Moyen-Orient, et pas seulement du fait que Grande-Bretagne et France, protagonistes de l'aventure coloniale de Suez, sont au premier rang dans la croisade contre l'URSS. Dulles refuse le financement de la digue d'Assouan à Nasser après que celui-ci a accepté des armes de la Tchécoslovaquie ; le rapport Khrouchtchev, dont la publication marque le début de la crise de 1956 en Europe orientale, est fourni par le Mossad à la CIA (Black Morris, 1991, p. 168-9). Les deux crises en Europe orientale et au Moyen-Orient s'avèrent à leur tour intriquées à celle qui se développe en Extrême-Orient. Nasser provoque la colère du secrétaire d'Etat étasunien du fait, aussi, que l'Egypte reconnaît diplomatiquement la République Populaire Chinoise : les Usa sont engagés à isoler et à bloquer par tous les moyens les tentatives du grand pays asiatique de réaliser enfin l'unité nationale, tournant le dos à des décennies ou des siècles d'humiliation coloniale. Il se préoccupe avant tout de récupérer Quemoy et Matsu, deux îles qui -souligne Churchill dans une lettre à Eisenhower du 15 février 1955- « sont au large de la côte », et « sont juridiquement une partie de la Chine », laquelle poursuit « un objectif national et militaire évident, à savoir éliminer une tête de pont qui se prête merveilleusement à une invasion de la Chine continentale (par l'armée de Tchang

Kai-Tchek, installé à Taiwan et armé et soutenu par les USA) (Boyle, 1990, p.193).

Ces considérations n'empêchent pas le président étasunien de brandir l'arme atomique. Les dirigeants de la République Populaire Chinoise ne sont pas les seuls à se sentir menacés. Revenons au discours d'investissement d'Eisenhower qui exprime son soutien aux Français engagés en Indochine. L'appui n'est pas seulement de caractère politique : en 1954, les dépenses de la présence militaire française sont soutenues pour 80% par les Etats-Unis (Boyle, 1990, p. 135). C'est l'aspect militaire surtout qui est important. Dans ses mémoires, l'ex-président du Conseil français, Bidault, rapporte qu'à la veille de Dien Bien Phu, Dulles lui aurait proposé : « Et si nous vous donnions deux bombes atomiques ? » (à utiliser, bien sûr, immédiatement) (Fontaine, 1967 vol. II, p.114).

On comprend bien alors l'attitude prise en 1956 par les dirigeants des pays non-alignés et du Tiers Monde. Bien que conscients du caractère national de la révolution hongroise, ils sont portés à croire que la principale menace contre les mouvements de libération et d'indépendance nationale provient de l'Occident, et pas seulement à cause de la présence à l'intérieur de celui-ci de deux puissances explicitement colonialistes comme l'Angleterre et la France, mais aussi à cause de la politique conduite par les Usa en Asie.

Il faut cependant noter que, entre Extrême-Orient et Moyen-Orient, les positions étasuniennes et britanniques connaissent un renversement complet. Dans le premier cas, ce sont les Usa qui mettent en garde contre un nouveau Munich. Eisenhower répond ainsi à Churchill :

« Si je peux encore faire référence à l'histoire, en n'agissant pas de façon unitaire et en temps voulu, nous n'arrivâmes pas à bloquer Hirohito, Mussolini et Hitler. Cela signifia le début de longues années d'une sombre tragédie et d'un danger désespéré. Nos nations ont-elles appris quelque chose de cette leçon ? » (Boyle, 1990, p.138).

A l'occasion de la crise de Suez, Eden cherche lui aussi en vain à avoir recours au jeu des analogies historiques : « Nasser est un paranoïaque et il a la même structure mentale que Hitler » (Freiberger, 1992, p. 165 et 252). Quelquefois, le leader égyptien est comparé à Mussolini, mais seulement pour pouvoir le décrire comme valet du véritable Hitler qui siège à Moscou (Khrouchtchev), sur le modèle du rapport de subalternité et de servilité du Duce italien avec le Führer allemand. C'est dans ce sens qu'Eden définit Nasser comme « une sorte de Mussolini musulman » (Freiberger, 1992, p. 178 et 263). Une chose demeure cependant claire pour les dirigeants de la Grande-Bretagne (et de la France) : tout fléchissement ou compromis concernant les droits revendiqués par l'Angleterre sur le canal de Suez aurait signifié une réédition de la funeste politique d'*appeasement* qui, à l'époque, avait encouragé Hitler dans sa course au pouvoir mondial. Les Etats-Unis ne se laissent pas pour autant tromper, en étant désormais sur le point de supplanter au Moyen-Orient les « alliés » occidentaux ; et, dans une conversation avec Eisenhower, Dulles souligne que ce n'est pas tant Suez qui est en jeu, « mais l'Algérie pour les Français et le Golfe Persique pour les Anglais » (Freiberger, 1992, p. 190). C'est-à-dire que les premiers veulent infliger une leçon à l'Egypte de Nasser pour décourager et liquider le mouvement de libération nationale en Algérie, et les seconds pour renforcer leur contrôle sur une zone de grande importance stratégique et pétrolière.

L'administration étasunienne est inébranlable. Si, selon l'observation déjà vue de Kissinger, pour l'invasion de la Hongrie l'URSS ne paye aucun prix, pas même sur le plan économique, pour l'aventure en Egypte la Grande-Bretagne se trouve placée devant un terrible dilemme :

« Washington rappelait avec brutalité à l'Angleterre sa dépendance financière en vendant de la livre à tour de bras. Cette attaque se développait avec une rapidité qui, écrit Eden dans ses mémoires, "pouvait nous mettre dans une situation désastreuse". Il chercha en vain à joindre Eisenhower au téléphone. C'était la nuit des élections et tout ce qu'il reçut fut une communication de son ambassadeur à Washington suivant laquelle, si la baisse des sterling se prolongeait, le Royaume-Uni serait menacé de faillite » (Fontaine, 1967, vol. II, p. 280).

C'est un comportement qui s'avère d'autant plus dur qu'il paraît inattendu à ceux qui sont obligés de le subir. Et d'aucuns n'auront pas manqué de faire l'hypothèse selon laquelle les Usa « avaient monté un piège à leurs alliés en les laissant faire, sinon en les encourageant discrètement, pour mieux substituer leur impérialisme au leur ». « Bien audacieuse » ou même fantaisiste : c'est le jugement que semble faire l'historien de la guerre froide que nous avons cité (Fontaine, 1967, vol. II, p. 270). Il reste cependant à expliquer le fait qu les Usa sont absolument plus inflexibles à l'égard de leurs alliés, Grande-Bretagne et France, qu'à l'égard de l'Union Soviétique.

En réalité, depuis un moment déjà l'administration étasunienne éprouvait une « frustration » à cause de la « présence impériale britannique permanente dans la région ». Le renversement du régime de Farouk par les Officiers Libres en juillet 1952 est caractérisé non seulement par la « participation de Washington au coup d'Etat » mais aussi par les « tentatives des Etats-Unis, à l'insu des Britanniques, de réorienter la politique égyptienne » (Freiberger, 1992, p. 9 et 26). De façon significative la crise de Suez se conclut avec la proclamation de la doctrine Eisenhower, sur la base de quoi « les Etats-Unis considèrent comme vital pour leurs intérêts nationaux et pour la paix mondiale la conservation de l'indépendance et de l'intégrité des nations du Moyen-Orient » et se déclarent prêts à faire usage de la force militaire pour atteindre ces objectifs (Commager, 1963, vol. II, p. 647). Par une ironie de l'histoire, c'est exactement après la proclamation de cette doctrine qu'advient au Moyen-Orient les bouleversements les plus colossaux. La carte géographique s'y trouve continuellement redessinée : Egypte, Syrie, Liban sont contraints de céder des territoires à Israël soutenu par les Usa, lesquels sont aujourd'hui encore engagés dans des opérations et des tentatives de démembrement de l'Irak. Mais, malgré les apparences, tout ceci n'est pas en contradiction avec la doctrine Eisenhower qui, en substance, signe le passage, de la Grande-Bretagne aux Usa, du contrôle impérial d'une zone d'importance stratégique décisive.

6. Une seule Monroe en conclusion de la « troisième guerre mondiale »

Pour décrire la période qui va de 1945-46 jusqu'à l'écroulement de l'URSS, un auteur étasunien, qui a travaillé pendant des décennies à la Cia, préfère parler de « troisième guerre mondiale » (Gates, 1996). La catégorie de guerre froide s'avère inadéquate, et pas seulement du fait que dans les aires périphériques celle-ci devient parfois terriblement chaude. Jusqu'en ce qui concerne l'affrontement direct entre les deux principaux antagonistes, même si le front le plus immédiatement évident est celui de la bataille politico-diplomatique, économique et propagandiste, ne perdons pas de vue le terrible bras de fer militaire qui, bien que n'allant pas jusqu'à l'affrontement direct et total, n'en reste pas pour autant dépourvu de conséquences. Il s'agit d'une véritable épreuve de force qui agit en profondeur sur l'économie et la politique du pays ennemi, sur sa configuration complète ; c'est une épreuve de force qui vise

aussi la désagrégation des alliances, le « camp » de l'ennemi. Tandis qu'en 1958 explose à nouveau la crise de Quemoy et Matsu, l'URSS, consciente de la nette supériorité des Usa, se borne à garantir à la Chine une couverture qui ne va pas au-delà du territoire continental : le grand pays asiatique est obligé de renoncer à l'objectif considéré comme « évident » et légitime même par Churchill. Et à rien n'a servi l'appui fourni deux ans avant par Mao à un Khroutchev engagé à rétablir le contre-cordon sanitaire dont le pays guide du camp socialiste avait besoin ; l'engagement univoque à l'intérieur de la lutte entre les deux camps ne semble plus être pour les dirigeants chinois la voie qui conduit au rétablissement de l'unité nationale et à la fin de la période des humiliations coloniales. Si ce n'est l'emploi, en tous cas la menace des armes, et en premier lieu celle des armes nucléaires a joué de façon concrète, peut-être même décisive, sur le déroulement de la troisième guerre mondiale. A la lumière de tout cela, il serait opportun de rediscuter la lecture habituelle, d'« implosion » de l'écroulement de l'URSS et du camp qu'elle dirigeait.

Mais la catégorie de « troisième guerre mondiale » ne s'avère persuasive qu'à condition de ne pas l'interpréter exclusivement comme « guerre civile internationale » entre deux idéologies opposées et entre deux systèmes politico-sociaux opposés. Absolutiser cet aspect, même s'il est essentiel, signifie se fermer à la compréhension du XX^{ème} siècle dans son ensemble. C'est un problème que nous avons abordé ailleurs (Losurdo, 1996). Il convient ici de concentrer notre attention sur les Etats-Unis. Au moment de l'intervention dans le premier conflit mondial, Wilson procède à l'acquisition des îles Vierges au Danemark, à l'annexion de Porto-Rico, au renforcement du contrôle sur Cuba, Haïti etc. et à transformer la Mer des Caraïbes en un lac étasunien (Julien, 1968, cap. IV). Les Usa ne font peser tout leur poids que dans la phase finale du premier conflit mondial, alors que les deux parties en présence sont épuisées et exsangues. Immédiatement après l'intervention, dans une lettre au Colonel House, Wilson s'exprime ainsi à propos de ses « alliés » : « Quand la guerre sera finie, nous pourrons les soumettre à notre façon de penser du fait que, entre autres choses, ils seront financièrement entre nos mains » (in Kissinger, 1994, p. 224). Pour ce qui concerne le second conflit mondial, F. D. Roosevelt, qui n'a pas lu au hasard Mac Mahan (le théoricien et le chantre de la géopolitique et de l'importance stratégique de la marine de guerre et des bases navales), se préoccupe en premier lieu de mettre la main sur les bases anglaises en les achetant en 1940, par un échange avec des croiseurs (Losurdo, 1996, p. 143-4). Quelque chose d'analogue se passe au cours de la guerre froide ou troisième guerre mondiale. Avant de procéder à l'offensive finale contre la Monroe soviétique, les USA prennent soin d'englober la Monroe britannique ; d'autre part, en renforçant dans cette même période la pression militaire et nucléaire contre la Chine, ils commencent à fêler son alliance avec l'URSS, qui à son tour sort largement discréditée par la crise hongroise. En ce sens, l'année 1956, c'est-à-dire les années qui vont de Suez à Budapest représentent le moment de tournant de la troisième guerre mondiale : le moment où commence à prendre une consistance concrète le « siècle américain » prophétisé et invoqué depuis des décennies par les théoriciens et les chantres de l'*exceptionalism* de la république nord-américaine.

A la crise et à l'écroulement de l'empire soviétique correspond le retour triomphal de la doctrine Monroe classique avec l'invasion, désormais sans problèmes, d'abord de Grenade puis de Panama. Mais cette Monroe tend à présent à prendre des dimensions planétaires. A l'embargo décrété unilatéralement aux dépens de Cuba ou de l'Irak, Washington prétend conférer une valeur universelle. La proclamation de l'« exceptionnalisme » et du primat étasunien assume des tonalités de plus en plus emphatiques. Bush : « Je vois l'Amérique comme un leader, comme l'unique nation ayant un rôle spécial dans le monde ». Clinton : l'Amérique est « la plus antique démocratie du monde », et elle « doit continuer à conduire le monde » : « notre mission est intemporelle ». Kissinger : « Le leadership mondial est inhérent au pouvoir et aux valeurs américaines ». A peine réélu, Clinton déclare : « Aujourd'hui j'ai remercié Dieu d'être né américain ». Si en 1953 Eisenhower s'engageait à souligner la différence « entre leadership mondial et impérialisme », aujourd'hui cette préoccupation semble disparaître ou se redimensionner de façon drastique : les idéologues de la politique extérieure du parti républicain théorisent un « hégémonisme global bénéfique » déployé à partir de Washington (Kristol et Kagan, 1996, p. 20). D'autre part, c'est à l'empire romain qu'un politologue étasunien réputé compare son pays de façon récurrente : de même que la Rome antique se servait de la tactique de siège, ainsi les Usa doivent-ils avoir recours à l'embargo pour dompter ou écraser leurs ennemis, en réduisant au minimum leurs propres pertes (Luttwak, 1995, p. 116-7).

Un cycle s'est bouclé et un autre s'ouvre. Le fait qui va aussi contribuer puissamment à la crise de 1956 en Pologne est que la charge de ministre de la défense est assumée par le maréchal Rokossovski, qui est aussi citoyen russe[2]. Dans la Russie d'Eltsine, pendant une période de temps prolongée la charge de vice secrétaire du Conseil de Sécurité a été occupée par le « banquier, pétrolier, entrepreneur télévisé, commerçant et businessman Boris Berezovski ». Le fait d'avoir « la double nationalité russe et israélienne, et le double passeport qui s'en suit » n'a pas constitué un obstacle à son ascension « aux plus grands fastes de la politique russe ». Les Etats-Unis -commentait ironiquement un réputé journaliste italien au moment de la « découverte retentissante »- « ont déjà en main les clés pour le contrôle » de l'armée russe et donc « quelle différence cela fait-il si la sécurité de la Russie est confiée à un citoyen israélien, ou américain, ou russe ? » (Chiesa, 1996). Seuls peuvent s'en émoouvoir des hommes politiques prisonniers d'un nationalisme dépassé par l'histoire : voilà le point de vue des diverses administrations étasuniennes, lesquelles semblent ainsi faire de nouveau raisonner les slogans et mots d'ordre brandis par les dirigeants soviétiques dans les années d'or où Moscou dirigeait le « camp socialiste ».

Brandis maintenant exclusivement par les Usa, ces slogans et mots d'ordre sont-ils destinés à avoir un succès durable ? Ils se heurtent déjà à l'opposition explicite de pays (comme la Chine et la France) qui ont derrière eux une tradition de résistance aux diverses Monroe. Mais il peut s'avérer intéressant d'écouter aussi une voix provenant d'un pays qui ne joue pas un rôle de premier plan dans les relations internationales. Cet essayiste, qui peut se prévaloir de sa longue carrière de diplomate, appelle l'Italie à « corriger son rapport inégal avec les Etats-Unis » : « le pays est vassal de l'Amérique » (*Etats-Unis, NaT*). Il s'agit de remettre en discussion ou de repenser la présence militaire étasunienne elle-même sur notre territoire : « Aujourd'hui il peut se trouver des situations dans lesquelles les bases sont utilisées par les Américains pour des objectifs qui ne correspondent pas aux intérêts italiens [...] les bases, donc, sont devenues le point douloureux des rapports italo-américains » (Romano, 1995, p. 70 et 66-7). Et nous retrouvons l'observation de Mao Tsé-toung, selon qui les bases militaires étasuniennes avaient en ligne de mire les « zones intermédiaires » bien plus encore que l'URSS. Sergio Romano conclut ainsi : « Le problème des rapports italo-américains est surtout un problème de dignité nationale » (Romano, 1995, p. 77). La question nationale ne s'est pas éclipsée. Les trois Monroe dont parlait Bevin en 1946, les deux auxquelles Kennedy faisait référence en 1961 se sont clairement réduites à une, mais rien ne laisse penser que cette Monroe planétaire soit destinée à durer éternellement.

Publié sur le blog de l'auteur le 3 avril 2012,

<http://domenicolosurdo.blogspot.fr/2012/04/proposito-dei-fatti-dungheria.html>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Références bibliographiques

- Nello Ajello, 1979
Intellettuali e PCI 1944/1958, Laterza, Bari.
- Stephen E. Ambrose, 1991
Eisenhower. Soldier and President (1983-84), Simon & Schuster, New York.
- Alberto Asor Rosa, 1969
Scrittori e popolo. Il populismo nella letteratura italiana contemporanea (1965), Samonà e Savelli (III éd.), Roma.
- R. Bass-E. Marbury, 1962
Mosca-Belgrado. I documenti della controversia 1948-1958, tr. it. de Lucia Rodocanachi, Schwarz, Milano.
- Ian Black & Benny Morris (présenté par), 1991
Israel's Secret Wars. A History of Israel's Intelligence Services, Grove Weidenfeld, New York
- Peter G. Boyle (présenté par), 1990
The Churchill-Eisenhower Correspondence 1953-1955, The University of Carolina Press, Chapel Hill and London.
- Michael Brecher, 1965
Nehru. A Political Biography (1959), tr. it. de Corrado Pavolini, *Vita di Nehru*, Il Saggiatore, Milano
- Giulietto Chiesa, 1996
Non temete la Russia. E' in buone mani (altrui), in «La Stampa» du 7 novembre.
- Henry S. Commager (présenté par), 1963
Documents of American History (VII ed.), Appleton-Century-Crofts, New York.
- André Fontaine, 1967
Histoire de la guerre froide, Fayard, Paris
- Steven Z. Freiburger, 1992
Dawn over Suez. The Rise of American Power in the Middle East, 1953-1957, Ivan R. Dee, Chicago.
- Timothy Garton Ash, 1996
Hungary Revolution: Forty Years On, in «The New York Review of Books» du 14 novembre.
- Robert M. Gates, 1996
From the Shadows: The Ultimate Insider Story of five Presidents ad How They Won the Cold War, Simon & Schuster, New York.
- Milovan Gilas, 1978
Conversations with Stalin (1962), tr. it. de Elena Spagnol Vaccari, *Conversazioni con Stalin*, Feltrinelli (Universale Economica), Milano.
- Richard Hofstadter et Beatrice K. Hofstadter, 1982
Great Issues in American History (1958), Vintage Books, New York.
- Claude Julien, 1968
L'Empire américain, Grasset, Paris
- Henry Kissinger, 1994
Diplomacy, Simon & Schuster, New York.
- Kevin Klose, 1996
Radio Responds, lettre à l'«International Herald Tribune» du 15 novembre.
- Gabriel Kolko, 1994
Century of War. Politics, Conflict, and Society Since 1914, The New Press, New York.
- William Kristol and Robert Kagan, 1996
Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy, in «Foreign Affairs», juillet/août.
- Vladimir I. Lénine, 1955
Opere complete, Editori Riuniti, Roma, 1955 et suivantes.
- Davis Newton Lott (présenté par), 1994
The Presidents Speak. The Inaugural Adresses of the American Presidents, from Washington to Clinton, Henry Holt and Company, New York.
- Domenico Losurdo, 1996
Il revisionismo storico. Problemi e miti, Laterza, Roma-Bari. *Le révisionnisme en histoire. Problèmes et mythes*, tr. française de Jean-Michel Goux, Albin Michel, Paris, 2005

Edward Luttwak, 1995
Toward Post-Heroic Warfare, in «Foreign Affairs», mai/juin.

Michael A. Lutzker, 1987
The Precarious Peace: China, the United States, and the Quemoy-Matsu Crisis, 1954-1955, 1958, in Joan R. Challinor and Robert L. Beisner (présenté par), *Arms At Rest. Peacemaking and Peacekeeping in American History*, Greenwood Press, New York.

Mao Tsétoung, 1975
Opere scelte, Edizioni in lingue estere, Pechino, vol. IV.

Arno J. Mayer, 1967
Politics and Diplomacy of Peacemaking. Containment and Counterrevolution at Versailles, 1918-1919, Knopf, New York.

George J. A. O'Toole, 1991
Honorable Treachery. A History of U. S. Intelligence, Espionage, and Covert Action from the American Revolution to the CIA, The Atlantic Monthly Press, New York.

«Renmin Ribao» («Quotidien du Peuple»), 1971.
Ancora a proposito dell'esperienza storica della dittatura del proletariato (1956), article paru de façon anonyme, publié dans *Sulla questione di Stalin* (III ed.), Edizioni Oriente, Milano.

Andrea Riccardi, 1992
Il Vaticano e Mosca 1940-1990, Laterza, Roma-Bari.

Sergio Romano, 1995
Lo scambio ineguale. Italia e Stati Uniti da Wilson a Clinton, Laterza, Roma-Bari.

Arthur M. Schlesinger jr., 1967
A Thousand Days. John F. Kennedy in the White House (1965), Fawcett Crest, New York.

Arthur M. Schlesinger jr., 1992
Four Days with Fidel: a Havana Diary, in «The New York Review of Books», 26 mars.

Carl Schmitt, 1991
Der Nomos der Erde im Völkerrecht des Jus Publicum Europaeum (1950); tr. it. de Emanuele Castrucci et presentation de Franco Volpi, *Il nomos della terra nel diritto internazionale dello «Jus Publicum Europaeum»*, Adelphi, Milano.

Michael S. Sherry, 1995
In the Shadow of War. The United States Since the 1930, Yale University Press, New Haven and London.

Stalin, 1953
Discorso al XIX congresso del Partito Comunista dell'Unione Sovietica (1952), in *Problemi della pace*, pref. de Pietro Secchia, Edizioni di Cultura Sociale, Roma.

Evan Thomas, 1995
The Very Best Men. Four Who Dared. The Early Years of the CIA, Simon & Schuster, New York.

Hugh Thomas, 1988
Armed Truce. The Beginnings of the Cold War 1945-46 (1986), Sceptre, London.

Vanna Vannuccini, 1996
L'Ungheria di oggi assiste indifferente alla festa nazionale, in «La Repubblica» du 23 octobre.

Tony Judt, 1998
On the Brink, in «New York Review of Books» du 15 janvier.

[1] *Manifesto dei 101*, du 29 octobre 1956, signé par des intellectuels sympathisants ou appartenant au PCI, voir : http://it.wikipedia.org/wiki/Manifesto_dei_101 . NdT.

[2] Le maréchal Rokossovski avait été un des dirigeants de l'Armée Rouge pendant la grande guerre patriotique. NdT.

Domenico Losurdo est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Articles de Domenico Losurdo publiés par Mondialisation.ca



[Travel Tours to Iran](#)

Iran Travel and Tour Operator Visa, Flights, Hotel, Cars

key2persia.com

Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Domenico Losurdo, [Le blog de Domenico Losurdo](#), 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30847

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009